

Cote du document:	EB 2013/LOT/P.8
Date:	7 août 2013
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de don à la République démocratique populaire lao pour le**

### **Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

##### **Stefania Dina**

Chargée de programme de pays  
téléphone: +856 21 267 771  
courriel: s.dina@ifad.org

##### Transmission des documents:

##### **Deirdre McGrenra**

Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

# Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du programme</b>	<b>2</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectifs de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
<b>III. Exécution du programme</b>	<b>4</b>
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	7
<b>IV. Coût, financement et avantages du programme</b>	<b>7</b>
A. Coût du programme	7
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	11
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>12</b>
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Alignement et harmonisation	12
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	13
D. Participation à l'élaboration des politiques	13
<b>VI. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>14</b>
 <b>Annexe</b>	
Accord de financement négocié	15
 <b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

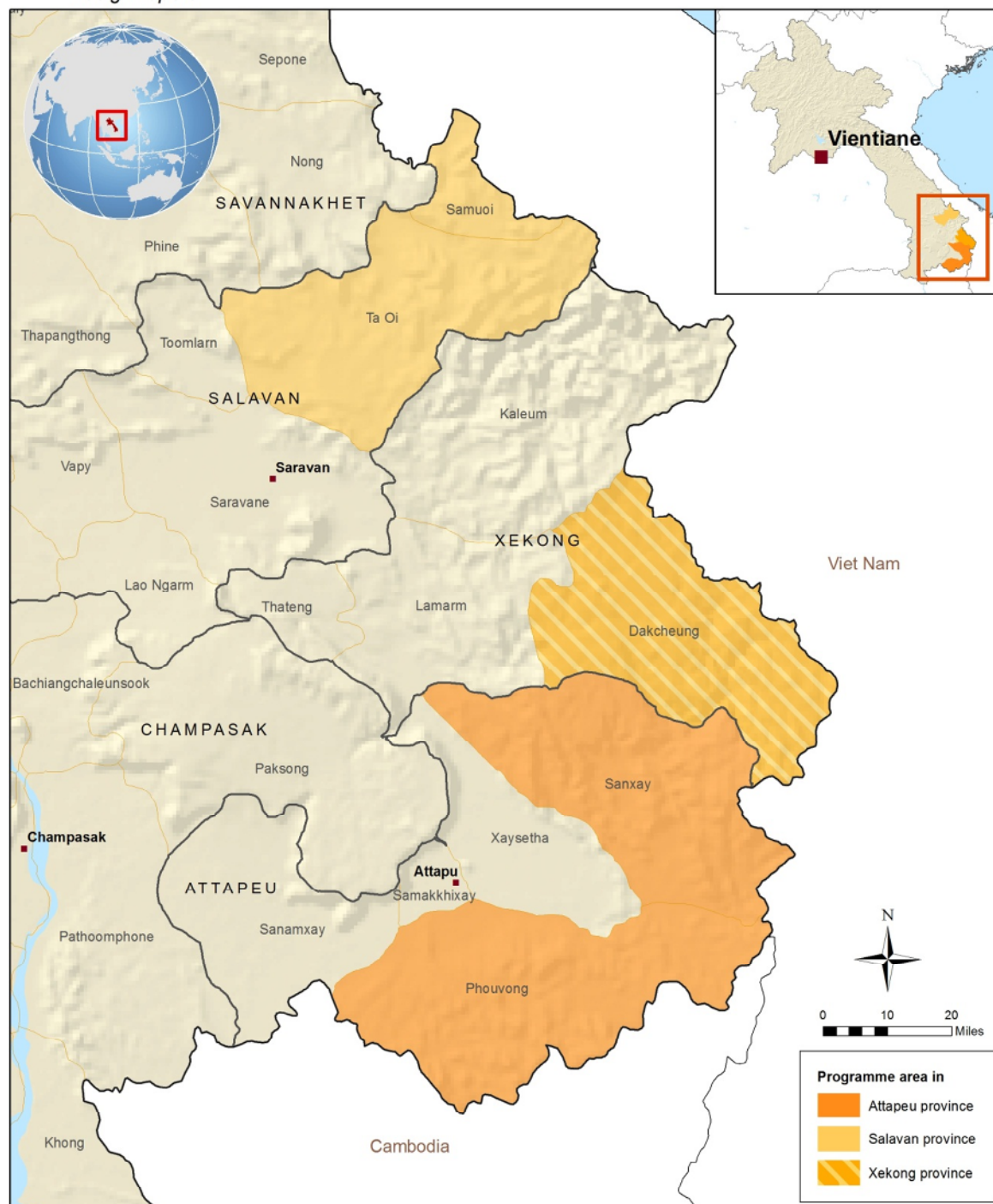
BRCP	Bureau régional de coordination du programme
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FNML	Programme en faveur de la sécurité alimentaire et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos
MAF	Ministère de l'agriculture et des forêts
PPUT	Planification participative de l'utilisation des terres
PTBA	Plan de travail et budget annuel
RLIP	Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri
TRE	Taux de rentabilité économique
VAN	Valeur actuelle nette

## Carte de la zone du programme

### Lao People's Democratic Republic

#### Southern Laos Food and Nutrition Security and Market Linkages Programme (FNML)

Design report



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA 16/01/2013

## République démocratique populaire lao

### Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Pays bénéficiaire du don:</b>	République démocratique populaire lao
<b>Organisme d'exécution:</b>	FIDA
<b>Coût total du programme:</b>	12,3 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	6,47 millions de DTS (équivalent approximativement à 9,72 millions d'USD)
<b>Financement rétroactif:</b>	Pour les dépenses admissibles, pour un montant d'environ 40 000 DTS (60 000 USD)
<b>Montant du cofinancement:</b>	1,48 million d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution du pays bénéficiaire du don:</b>	557 000 USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	540 000 USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## **Recommandation d'approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don en faveur de la République démocratique populaire lao pour le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, telle qu'elle figure au paragraphe 44.

## **Proposition de don à la République démocratique populaire lao pour le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos**

### **I. Contexte stratégique et justification**

#### **A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural**

1. Bien que l'agriculture demeure la première source d'emploi dans les zones rurales, la productivité d'ensemble du secteur reste faible, comme en témoigne le fait que le revenu par habitant du secteur agricole est inférieur à la moitié de la moyenne nationale. Les 650 000 ménages agricoles pratiquent, pour la plupart, des activités de subsistance et à faible productivité. Leurs handicaps sont divers: accès restreint aux intrants, au financement et à d'autres services d'appui, ainsi qu'aux marchés; faible organisation des paysans; stratégies de réduction des risques adoptées par les paysans; et manque de technologies et de sélection des cultures adéquates. Les nouveaux développements (accords commerciaux, augmentation du nombre et de la diversité des agents sur le marché et des cultures de rente) traduisent un début d'évolution vers une agriculture axée sur le marché, offrant de bonnes possibilités d'amélioration des moyens de subsistance dans les zones rurales. Ces développements ont néanmoins induit une dépendance excessive à l'égard de cultures commerciales uniques et des situations de monopsonie, et provoqué une sévère dégradation de l'environnement.
2. Bien que l'agriculture de subsistance demeure l'activité prédominante, même les plus pauvres parmi les paysans ont quelques contacts avec les marchés. Les districts ciblés présentent un potentiel significatif pour toute une série de produits clés déjà cultivés et commercialisés par les petits exploitants, avec des marchés en expansion rapide et des possibilités d'accroître la valeur ajoutée au profit des paysans. Les agriculteurs produisent une gamme de produits courants et reconnaissables comme le maïs, le manioc, le café et les légumes, ainsi que des produits de niche comme le poivre, l'ail, la cardamome, le gingembre et le moringa, dont la demande augmente sur le marché. Il existe de nombreuses possibilités d'appui à l'établissement de partenariats commerciaux sans exclusive dans lesquels des liaisons durables et équitables seront développées entre des groupes de petits exploitants et des acheteurs, en vue de faciliter l'accès aux marchés et aux services d'appui. Afin de préserver la diversification des cultures – qui est une caractéristique essentielle des moyens de subsistance actuels et qui contribue à atténuer les risques et à amortir les chocs –, le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos (FNML) apportera un complément à ces interventions par le biais d'une gamme d'activités conçues pour améliorer la production alimentaire et la nutrition.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

3. S'inscrivant dans le septième Plan national de développement socioéconomique et dans la Stratégie de développement de l'agriculture, le FNML a pour but de promouvoir, dans les zones ciblées, un double objectif: assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et accroître la production de denrées agricoles destinées aux marchés locaux et d'exportation. À cet effet, il apportera un appui aux petits exploitants en vue d'une diversification et d'une augmentation de leur production, ce qui améliorera leur niveau de vie et leur nutrition, et il facilitera leur accès à des partenariats rentables avec des entreprises agroalimentaires pour la production et la commercialisation des produits de base ciblés. Il contribuera, par ailleurs, au développement prévu de filières plus efficaces et plus équitables, en faisant en sorte que les petits exploitants puissent conserver une juste part de la valeur ajoutée finale, et en fournissant des occasions d'une concertation durable entre les organisations de producteurs, les industries agro-alimentaires et le gouvernement.
4. Le FNML contribuera aux trois objectifs stratégiques définis par le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP); il s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre de deux programmes du FIDA, en cours d'exécution, promouvant la sécurité alimentaire et la génération de revenus: le Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri (RLIP) et le Programme Soum Son Seun Jai. Le RLIP est parvenu à réduire le nombre des familles les plus pauvres grâce à une série de mesures sociales et économiques, avec notamment la promotion d'un large éventail d'activités productives axées sur le marché, l'expansion de la production de café et le lancement de partenariats entre les paysans et des entreprises agroalimentaires. Les opérations du Programme Soum Son Seun Jai, qui viennent à peine de débuter, comprennent le développement d'une gamme de productions diversifiées par des groupes sans exclusive de paysans. Le programme jouera, dans un cadre stratégique à assise villageoise, un rôle pilote dans la détermination d'activités productives prioritaires à développer à moyen terme, conformément à l'objectif de préservation des ressources naturelles et après une évaluation préalable du marché. Tout en faisant fond sur ces réalisations, le FNML se propose de mettre l'accent sur les produits alimentaires nutritifs et sur quelques produits clés présentant un important potentiel commercial, afin de générer les volumes de production requis pour attirer les acheteurs et négocier des prix plus favorables.

## **II. Description du programme**

### **A. Zone d'intervention et groupe cible**

5. Le FNML ciblera cinq districts répartis sur trois provinces méridionales: Phouvong et Xansay (Attapeu), Dakcheung (Xekong) et Ta'Oy et Samuay (Salavan). Ces cinq districts sont parmi les plus pauvres du pays. À une exception près, ce sont tous des districts des hautes terres, où les populations rurales pauvres sont confrontées à des handicaps supplémentaires comme l'éloignement et l'isolement, et où les groupes ethniques constituant la majorité de la population souffrent le plus d'insécurité alimentaire. Le groupe cible principal comprend les habitants de 175 villages ciblés, pauvres mais possédant aussi un potentiel de production et de commercialisation. Les femmes sont spécifiquement ciblées au sein du groupe cible principal, afin qu'elles aient un accès égal ou prioritaire aux services et aux avantages du programme. Les hommes jeunes, qui offrent un potentiel d'accroissement du niveau des revenus des ménages, constituent également un important groupe cible.

## B. Objectifs de développement du programme

6. Les objectifs de développement du programme consistent à assurer la durabilité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des revenus des ménages dans la zone ciblée. Les principaux indicateurs sont les suivants: i) amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans au moins 50% des ménages, et réduction d'au moins 20% de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans; et ii) augmentation d'au moins 50% des revenus et de la propriété des actifs du ménage.

## C. Composantes/résultats

7. Le programme comporte trois composantes. La **composante 1 – sécurité alimentaire et nutritionnelle et accès au marché au profit des pauvres** – a un double objectif: i) elle vise à intensifier et à diversifier les systèmes de culture dans les villages ciblés afin d'améliorer la nutrition et d'accroître la productivité et la qualité des cultures vivrières et des cultures de rente; et ii) elle améliorera, pour des produits choisis, l'accès des paysans aux marchés en mettant en place des partenariats commerciaux sans exclusive entre agriculteurs et entreprises privées, et en garantissant aux agriculteurs des prix justes et rémunérateurs. Les activités préparatoires consisteront notamment à analyser les filières et à évaluer les marchés. Dans chaque village ciblé, le FNLM aidera les acteurs locaux: à effectuer une analyse participative des moyens de subsistance; à examiner les meilleures options pour le développement de productions axées sur le marché et la constitution de groupements paysans; à convenir d'une vision relative à la gestion communautaire des ressources naturelles du village et à la production vivrière afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de mettre en place des activités de production axées sur le marché; à adopter une planification participative de l'utilisation des terres (PPUT); et à constituer des groupes de paysans avec une participation équilibrée des hommes et des femmes. Le programme facilitera ensuite la création de partenariats commerciaux entre entreprises agroalimentaires et groupes de paysans pour des marchés spécifiques, et déterminera le type d'appui requis par chaque partie pour mettre en œuvre les partenariats commerciaux et optimiser les bénéfices.
8. La **composante 2 – inclusion et appui en matière de finance rurale** – a pour but d'aider les agriculteurs, les négociants et les transformateurs apportant une valeur ajoutée à avoir accès au financement nécessaire pour transformer les propositions commerciales envisagées en opérations concrètes. Le programme ne fournira pas de capital qui pourrait être rétrocédé sous forme de prêt, par l'intermédiaire des banques, aux bénéficiaires ciblés, mais il aidera les agriculteurs et les petites entreprises participant à des partenariats choisis à élaborer des plans d'entreprise judicieux, à conclure des arrangements contractuels efficaces, à trouver des solutions de commercialisation prometteuses et à formuler des applications convaincantes pour avoir accès au crédit auprès des banques partenaires. En outre, le FNML apportera une assistance technique, une formation et un accompagnement financier sur le terrain pour développer les prêts collectifs, le crédit aux petites entreprises et des formes plus complexes de prêts structurés à des partenariats. Le mécanisme de dons de contrepartie accroîtra les incitations aux investissements dans le renforcement de l'intégration au marché, renforcera les positions commerciales et développera la capacité de livraison en dehors du village.
9. L'objectif de la **composante 3 – appui institutionnel** – est de faire en sorte que les modèles opérationnels et les approches innovantes encouragés au titre des composantes 1 et 2 soient mis au point de manière efficiente et rapide afin d'apporter des avantages mutuels et équitables aux petits exploitants ainsi qu'aux acheteurs et aux entreprises agroalimentaires participants. À cet effet, le FNML facilitera les liaisons entre les acteurs des filières par la mise en place, à l'échelon local, de plateformes multiacteurs qui offriront un cadre propice à l'examen des réalisations des partenariats commerciaux, au repérage des bonnes pratiques, à l'approbation de solutions collectives permettant de supprimer les goulets



d'étranglement, et à la transmission de l'information sur le développement des filières à l'échelon national. Les plateformes fourniront aussi un retour d'information sur les réalisations du programme et détermineront les mesures à prendre en vue du financement du programme, dans le cadre de la préparation du plan de travail et budget annuel (PTBA). En outre, le FNML mettra à disposition des ressources en vue de la réalisation d'études à l'appui du développement des filières. Enfin, le programme renforcera les capacités et mettra en place les systèmes nécessaires pour appuyer le développement de filières en faveur des pauvres et l'amélioration des moyens de subsistance pour des modèles opérationnels innovants, durables et reproductibles.

### **III. Exécution du programme**

#### **A. Approche**

10. **L'approche sera souple et se développera sur une double voie, reposant sur les actifs des villages et les débouchés offerts par le marché.** La double approche promue par le FNML vise à exploiter le potentiel agroécologique pour cibler les marchés susceptibles de générer des revenus durables, tout en améliorant, dans le même temps, la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans cette perspective, la programmation des activités reposera sur: i) une analyse, à l'échelon du village, des contraintes et des possibilités créées, afin d'examiner les meilleurs moyens de combiner les débouchés offerts par le marché et les actifs des villages pour parvenir à la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition et les revenus, tout en préservant les ressources naturelles au profit des générations actuelles et futures; ii) une PPUT reflétant la manière dont la communauté envisage d'utiliser au mieux ses ressources naturelles pour atteindre ces objectifs; et iii) la constitution de groupes de paysans pour les concrétiser. On procédera, à titre préliminaire, à une analyse des filières et à une évaluation du marché. Cette démarche fournira aux agriculteurs des informations non seulement sur les débouchés offerts par le marché et sur ses exigences, mais aussi sur les moyens d'accroître leur part dans la valeur ajoutée finale. Ce processus devrait encourager la diversification des systèmes d'exploitation agricole et la promotion des jardins potagers et de l'éducation nutritionnelle, plutôt que la dépendance à l'égard de monocultures et d'un travail agricole reposant sur une seule activité.

#### **B. Cadre organisationnel**

11. Le Ministère de l'agriculture et des forêts (MAF), chef de file du programme et responsable principal de son exécution, intervient par l'intermédiaire de son Département de la planification et de la coopération internationale.
12. À l'échelon des districts, les bureaux de l'agriculture et des forêts (BAF) assureront la coordination de la planification et du suivi des activités du FNML. Les PTBA et les rapports d'activité semestriels et annuels seront validés, au niveau du district, par le Comité de coordination du développement socioéconomique. Une fois validés à l'échelon du district, les PTBA et les rapports techniques et financiers seront transmis par les BAF à leurs bureaux provinciaux respectifs de l'agriculture et des forêts. Ces derniers examineront ces documents et en feront la synthèse avant de les soumettre, à leur tour, au Comité provincial du développement socioéconomique. Après examen et approbation, le comité transmettra ces documents au Bureau régional de coordination du programme (BRCP). Le BRCP sera implanté dans la province d'Attapeu, dans les locaux hébergeant actuellement le RLIP. Il aidera le MAF dans ses responsabilités d'exécution du FNML et devra pleinement rendre compte de la performance en matière d'exécution du programme et d'utilisation des fonds.

## C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

13. Un système intégré de suivi-évaluation et d'apprentissage et de gestion des savoirs sera mis en place, avec trois objectifs principaux:
  - **Diriger l'exécution du programme.** Le système fournira aux parties prenantes les informations et les analyses requises pour mesurer les produits et les effets du programme; évaluer l'impact du programme sur les moyens de subsistance des agriculteurs participants; évaluer la pertinence et l'efficacité de la stratégie du programme, de ses méthodologies et de ses processus d'exécution; détecter les difficultés et les succès; et appuyer le processus décisionnel pour améliorer la performance du programme.
  - **Appuyer les décisions économiques et l'élaboration des politiques.** Le système devra fournir aux acteurs des filières, et en particulier aux groupes/organisations de paysans concernés par l'égalité hommes-femmes, les informations et les analyses dont ils ont besoin pour évaluer les bénéfices induits par l'innovation, pour concevoir des activités rentables et pour adapter leurs stratégies en conséquence.
  - **Partager les savoirs.** Sur la base de ce qui précède, le système devrait saisir les informations sur les enseignements tirés, les bonnes pratiques et les innovations réussies.
14. L'objectif principal des processus de gestion des savoirs est de veiller à ce que les savoirs créés soient systématiquement recensés, analysés, documentés et partagés, et qu'ils soient utilisés pour: i) améliorer la performance du programme et la réalisation des objectifs du programme; ii) s'adapter avec souplesse à l'évolution des circonstances; iii) appuyer la diffusion de l'innovation au profit des parties prenantes dans l'ensemble de la zone d'intervention du programme et au-delà; iv) fournir des informations à l'appui des décisions à prendre, au cours de l'examen à mi-parcours, sur la reproduction à plus grande échelle; et v) recenser les problèmes importants à porter à l'attention des décideurs. Les informations sur les modèles opérationnels réussis et sur les techniques innovantes et les approches à assise villageoise promues par le programme seront portées à la connaissance des parties prenantes au programme. Il est prévu d'élaborer un cadre détaillé de gestion des savoirs, où seront précisés les objectifs, les responsabilités et la méthodologie, et assorti d'un plan d'exécution pour la première année. Le cadre comportera également une stratégie de communication.

## D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

15. **Gestion financière.** La gestion financière du FNML sera exercée par le Ministère des finances, conformément aux lois et décrets nationaux applicables, et conformément aux directives du FIDA en matière de gestion financière. Dans son évaluation de la gestion financière, le FIDA a considéré que le risque fiduciaire était moyen. Toutefois, les provinces ciblées ont l'expérience de la gestion des projets, y compris ceux financés par le FIDA. Le personnel formé et compétent qui s'était occupé de la gestion financière de précédents projets du FIDA assumera la responsabilité du FNML, minimisant ainsi le risque d'une utilisation impropre des fonds. Il sera en outre impératif, pour garantir un système robuste de gestion financière, que soient respectées les exigences suivantes: i) veiller à ce que les fonds soient utilisés exclusivement aux fins prévues par l'accord de financement – de manière efficiente, économique et conforme aux activités décrites dans le rapport de conception du programme et les PTBA; ii) permettre l'élaboration en temps opportun de rapports financiers exacts; iii) veiller à ce que les fonds soient bien gérés et que leur flux soit rapide, adéquat, régulier et prévisible; iv) donner à la gestion du programme les moyens de suivre l'exécution efficiente du FNML; et v) préserver les ressources et les actifs acquis grâce aux fonds du programme.

16. **Budgétisation.** Le BRCP préparera le PTBA consolidé et le plan de passation des marchés. Les fonds de contrepartie seront intégrés au PTBA et débloqués sur une base annuelle. L'expérience antérieure montre que les contributions du gouvernement sont apportées conformément aux prévisions et en temps opportun.
17. **Flux de fonds.** Le Ministère des finances ouvrira et tiendra un compte désigné libellé en dollars des États-Unis auprès d'une banque ayant l'agrément du FIDA, afin d'y déposer à l'avance les ressources provenant du FIDA. Des comptes de programme seront ouverts dans chaque district et chaque province ciblés, et recevront les ressources de ce compte. Le compte désigné sera administré conformément aux modalités du compte d'avances temporaires. Les fonds du gouvernement seront versés sur un compte distinct.
18. **Contrôle interne et audit externe.** Des systèmes de contrôle interne seront mis en place à tous les niveaux. Des auditeurs, désignés selon un processus de sélection concurrentiel, procéderont chaque année à une vérification des comptes du programme et soumettront leur rapport au FIDA dans les six mois suivant la fin de la période pertinente d'information financière.
19. **Passation des marchés.** La passation des marchés s'effectuera conformément aux réglementations gouvernementales et aux directives du FIDA concernant la passation des marchés. Étant donné que le BRCP s'appuiera sur les capacités existantes du personnel du RLIP, on s'attend à ce que le personnel du BRCP soit déjà largement familiarisé avec les procédures du FIDA et que l'assistance concerne principalement le renforcement des capacités du personnel à l'échelon des districts. Dans un souci d'efficacité, la passation des marchés relatifs aux véhicules et à l'équipement, aux travaux de génie civil pour la construction du bureau subordonné, à la prestation de services et aux services de consultants sera effectuée par le BRCP tandis que les marchés concernant des biens et des services de moindre valeur seront passés à l'échelon du district. Le BRCP passera un contrat avec le Fonds d'équipement des Nations Unies ou un prestataire de services du même ordre pour l'exécution d'activités financières au titre de la composante 2 et, plus précisément, les investissements relevant du mécanisme de dons de contrepartie. ONU-Habitat a été choisi pour l'exécution de toutes les activités du programme relatives à l'accès à l'eau propre et au compostage.
20. **Gouvernance.** Le BRCP préparera, pour le programme, un cadre relatif à la transparence et la publicité, comportant des dispositions visant à garantir que la passation des marchés et le choix des entreprises agroalimentaires s'effectuent conformément à l'accord de financement et aux stipulations de la conception du programme. Il s'agira en particulier: i) de la publication/de l'affichage dans les journaux locaux, dans les bureaux de district et provinciaux, et sur IFADAsia de tous les avis de passation des marchés, demandes de propositions, attribution de contrats et précisions sur les partenariats commerciaux, avec notamment les critères d'évaluation et leur pondération; ii) de la participation de représentants des utilisateurs finaux aux évaluations des offres; et iii) de la prompt communication aux soumissionnaires des résultats de l'évaluation des offres. Ce cadre général comprendra aussi un code de conduite interne, que devront signer tous les membres du personnel du BRCP, et un code de déontologie des affaires, que devront signer tous les partenaires et bénéficiaires des activités et des partenariats commerciaux du FNML.
21. D'autres mesures sont prévues pour garantir la transparence: i) des audits annuels seront effectués par un commissaire aux comptes externe indépendant, conformément aux Normes internationales d'audit; ii) le processus de supervision directe par le FIDA traitera de manière spécifique de la conformité aux normes fiduciaires et de la mise en œuvre du cadre général pour la transparence et la publicité; iii) les parties prenantes au programme seront directement associées à la programmation, à l'exécution et au suivi-évaluation des activités du FNML; iv) les

plateformes multiacteurs ne seront pas limitées aux participants au FNML, mais réuniront les acteurs des filières dans les provinces ciblées et offriront un forum où pourront être abordés les problèmes concernant l'évolution des filières, y compris la transparence; v) l'amélioration des capacités et des relations entre les acteurs clés des filières aura pour résultat une amélioration de la gouvernance; et vi) l'évaluation et l'appréciation de l'impact seront externalisées et confiées à des institutions indépendantes.

## E. Supervision

22. Le programme sera placé sous la supervision directe du FIDA. Les missions annuelles de supervision, auxquelles succéderont initialement de brèves missions de suivi, six mois plus tard, seront organisées conjointement avec le gouvernement; les principaux organismes d'exécution et les principales parties prenantes au programme y seront associés. Les missions d'appui à l'exécution seront organisées en fonction des besoins spécifiques. Les missions de supervision auront pour but d'évaluer simultanément les réalisations et les enseignements, d'analyser les innovations et de réfléchir aux mesures d'amélioration.

## IV. Coût, financement et avantages du programme

### A. Coût du programme

23. Les coûts totaux du programme pour les six années d'exécution, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers, sont estimés à 12,3 millions d'USD (98,39 milliards de kip laotiens [LAK]). Les coûts de base totaux s'élèvent à 11,79 millions d'USD tandis que les provisions pour aléas représentent 0,51 million d'USD (4%). La part en devises étrangères est estimée à 3,06 millions d'USD (25%). Les taxes représentent approximativement 0,30 million d'USD. Le ratio dépenses d'investissement/charges récurrentes est raisonnable pour un programme de cette ampleur. Le tableau 1 présente une ventilation des coûts par composante du programme.

Tableau 1  
Résumé des coûts du programme par composante

RDP lao  
Mission finale de conception du FNML  
Résumé des coûts du programme par composante

	(En millions de LAK)			(En milliers d'USD)			% en devises	% du total des coûts de base
	Monnaie locale	Devises	Total	Monnaie locale	Devises	Total		
1. Sécurité alimentaire et nutritionnelle et accès au marché au profit des pauvres	36 429	7 708	44 137	4 554	964	5 517	17	47
2. Finance rurale	12 640	280	12 920	1 580	35	1 615	2	14
3. Appui institutionnel	21 208	16 048	37 256	2 651	2 006	4 657	43	40
<b>TOTAL DES COÛTS DE BASE</b>	<b>70 277</b>	<b>24 036</b>	<b>94 312</b>	<b>8 785</b>	<b>3 004</b>	<b>11 789</b>	<b>25</b>	<b>100</b>
Provisions pour aléas d'exécution	845	174	1 018	106	22	127	17	1
Provisions pour aléas financiers	2 834	227	3 061	354	28	383	7	3
<b>TOTAL DES COÛTS DU PROGRAMME</b>	<b>73 955</b>	<b>24 437</b>	<b>98 392</b>	<b>9 244</b>	<b>3 055</b>	<b>12 299</b>	<b>25</b>	<b>104</b>

### B. Financement du programme

24. Le programme sera financé par le gouvernement, le FIDA, les banques partenaires, le secteur privé et les bénéficiaires. Le gouvernement prendra à sa charge les droits et les taxes, ainsi que les salaires des fonctionnaires, pour un montant approximatif de 0,56 million d'USD, soit 4,5% du coût total. Il fournira en outre des locaux à usage de bureaux qui n'ont pas été comptabilisés. La contribution du secteur privé et des banques partenaires sera d'environ 1,5 million d'USD (12%). Les bénéficiaires apporteront approximativement 0,54 million d'USD. Le solde, soit 9,7 millions d'USD, sera financé par le FIDA, sous la forme d'un don (environ 79% des coûts du

programme). Le tableau 2 présente, sous forme détaillée, les modalités de financement.

Tableau 2  
**Plan de financement**

RDP lao  
Mission finale de conception du FNML  
Montant des dépenses par source de financement  
(en milliers de dollars des États-Unis)

												Monnaie locale			
	Gouvernement		Don du FIDA		Secteur privé		Banques	Bénéficiaires			Total	Devises	(hors taxes)	Droits et taxes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
I. Dépenses d'investissement															
A. Travaux de génie civil	180	15,0	1 020	85,0	-	-	-	-	-	-	1 200	9,8	300	750	150
B. Véhicules	91	40,0	137	60,0	-	-	-	-	-	-	229	1,9	113	24	91
C. Équipement	10	10,0	87	90,0	-	-	-	-	-	-	96	0,8	87	-	10
D. Intrants agricoles	-0	-	647	100,0	-	-	-	-	-	-	647	5,3	60	587	-
E. Don de contrepartie	-0	-	1 270	44,7	1 090	38,4	120	4,2	360	12,7	2 840	23,1	-	2 840	-
F. Formation et renforcement des capacités	32	0,9	3 065	86,4	270	7,6	-	-	180	5,1	3 547	28,8	675	2 840	32
G. Assistance technique	0	-	1 911	100,0	-	-	-	-	-	-	1 911	15,5	1 718	193	-
Total des dépenses d'investissement	313	3,0	8 137	77,7	1 360	13,0	120	1,1	540	5,2	10 470	85,1	2 953	7 235	283
II. Charges récurrentes															
A. Traitements et indemnités	230	34,2	443	65,8	-	-	-	-	-	-	673	5,5	-	673	-
B. Autres dépenses de fonctionnement	14	1,2	1 142	98,8	-	-	-	-	-	-	1 156	9,4	102	1 040	14
Total des charges récurrentes	244	13,4	1 584	86,6	-	-	-	-	-	-	1 829	14,9	102	1 712	14
Total des coûts du programme	557	4,5	9 722	79,0	1 360	11,1	120	1,0	540	4,4	12 299	100,0	3 055	8 947	297

25. En outre, la Banque asiatique de développement (BAD) apportera un montant parallèle de 60 millions d'USD pour le financement de l'infrastructure productive dans les zones ciblées du FNML ainsi que du Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité, par le biais du nouveau Projet d'infrastructure agricole dans le corridor économique Est-Ouest, dont le démarrage est prévu pour la fin de 2013. ONU-Habitat apportera un appui en nature au développement des systèmes villageois d'approvisionnement en eau, pour un montant de 348 000 USD (personnel et dépenses de fonctionnement).

26. **Financement rétroactif.** Les activités suivantes seront entreprises au cours de la phase préalable à l'exécution: i) profilage des villages; ii) préparation d'accords de partenariat et de mémorandums d'accord; iii) enquête de référence; et iv) parachèvement du manuel d'exécution du programme. Ces activités pourraient devoir être entreprises immédiatement après la mission finale de conception mais avant l'entrée en vigueur de l'accord de financement. Le gouvernement préfinancera les dépenses énumérées ci-dessus dans le cadre d'un financement rétroactif, à concurrence d'environ 60 000 USD (30 000 USD au titre de la catégorie VI et 30 000 USD au titre de la catégorie VII) et soumettra des demandes de retrait distinctes pour en obtenir le remboursement.

## C. Résumé des avantages et analyse économique

27. **Bénéficiaires directs.** Le programme ciblera au total 10 500 ménages, soit 63 000 bénéficiaires directs. L'hypothèse retenue est que chaque ménage bénéficiera d'un produit clé, d'un produit de niche et d'activités dans le domaine de la nutrition (jardin potager ou autres). En outre, 30% des ménages ciblés bénéficieront d'un accès à de l'eau propre.

28. **Avantages directs.** Il est prévu que les revenus nets des exploitations, à l'exclusion de la valeur de la main-d'œuvre familiale, augmenteront pour passer de 977 000 LAK à 3 210 000 LAK au stade final de développement, comme l'indique le tableau 3.

Tableau 3  
**Revenu brut, intrants et main-d'œuvre, et revenu net par ménage<sup>a</sup>**  
 (En milliers de kip)

Détails	Situation sans le programme	Situation avec le programme	Augmentation
Revenu brut	2 553	8 878	6 325
Achat d'intrants	55	1 610	1 555
Main-d'œuvre familiale	1 520	3 180	1 560
Revenu net <sup>b</sup>	977	4 187	3 210
Main-d'œuvre agricole (jours-personnes par ménage)	43	88	45

<sup>a</sup> Au stade final de développement – année 8 et au-delà.

<sup>b</sup> Revenu net à l'exclusion de la valeur de la main-d'œuvre familiale.

29. Les avantages consistent notamment en des hausses de productivité allant de 20 à 25%; des augmentations des superficies et des modifications de la composition des cultures; et une amélioration des marges bénéficiaires des producteurs résultant des interventions des filières.
30. Le programme aura un impact positif sur la nutrition, grâce à la disponibilité d'une plus grande variété de cultures vivrières, d'une productivité accrue et du renforcement des capacités des familles, et en particulier des femmes. Il fournira aussi, dans 60 villages, un accès à de l'eau propre.
31. **Viabilité économique.** Le taux de rentabilité économique (TRE), la valeur actuelle nette (VAN) et le rapport avantages/coût ont été estimés sur la base des flux de trésorerie additionnels des avantages et des coûts sur une période de 20 ans. Le TRE global du programme est de 29%<sup>1</sup>. La VAN estimée pour un taux d'actualisation de 12,5% est de 72,65 milliards de LAK, avec un rapport avantages/coût de 1,4. Une VAN positive, dans les conditions actuelles de coût d'opportunité du capital de 12,5%, indique que les investissements du programme sont sains et robustes.
32. **Analyse de sensibilité.** Si tous les avantages sont retardés de deux ans, le TRE tombe à 20%, avec une VAN de 44,45 milliards de LAK pour un taux d'actualisation de 12,5%. L'analyse de la valeur seuil démontre que le programme peut subir des augmentations de coût pouvant atteindre 40% et une baisse des avantages de 29% par rapport au cas de référence.

## D. Durabilité

33. Le FNML est conçu comme une intervention temporaire ayant pour but d'élaborer des modèles opérationnels viables et durables dans un certain nombre de filières, l'objectif affiché étant de mettre en place des institutions, des mécanismes et des capacités qui permettraient la poursuite d'activités autonomes après l'achèvement du programme. On retrouve ces éléments dans les caractéristiques suivantes du programme:
  - **Partenariats commerciaux.** Les partenariats commerciaux sont formulés de manière à garantir leur permanence après l'achèvement du programme. Les principales caractéristiques prévues à cet effet sont notamment: i) le renforcement des capacités des partenaires commerciaux afin qu'ils puissent en tirer des avantages mutuels et durables; et ii) le renforcement des capacités des banques partenaires pour qu'elles soient en mesure de répondre aux besoins financiers des agriculteurs.
  - **Organisations paysannes.** Par le biais d'ensembles spécialement conçus et participatifs de renforcement des capacités, on aidera les organisations paysannes à acquérir les capacités techniques et de gestion et les ressources financières grâce auxquelles elles pourront devenir des organisations prenant en compte l'égalité des sexes, durables et rentables, et capables de respecter des

<sup>1</sup> Le TRE financier du programme est d'environ 39%, avec une VAN de 108,91 milliards de LAK. On trouvera davantage de précisions dans le rapport de conception du programme, appendice 10, tableau C.

arrangements contractuels dans les domaines de la production et de la commercialisation.

- **Pratiques résilientes face au climat.** La mise au point de pratiques et d'ensembles technologiques résilients face au changement climatique ouvrira la voie à une productivité et à une qualité durables.
- **Plateformes multi-acteurs.** La création de plateformes multiacteurs axées sur les résultats appuiera le développement des filières.
- **Services administratifs des districts.** Le FNML aidera ces services à renforcer leur capacité d'acquérir les savoirs, les compétences et l'expérience nécessaires à la fourniture de services techniques pour le soutien et l'expansion des réalisations au-delà de l'achèvement du programme.
- **Gestion des savoirs.** La gestion des savoirs garantira l'intégration des bonnes pratiques et leur diffusion la plus large possible sous les formes adéquates, afin que les participants au programme puissent se référer à une base de savoirs appropriée pour continuer d'assumer leurs responsabilités après l'achèvement du FNML.

## E. Identification et atténuation des risques

34. Le tableau ci-après recense les principaux risques et les mesures d'atténuation.

Risques	Description du risque	Probabilité de concrétisation	Mesures d'atténuation prévues dans la conception du programme
<b>Institutionnels</b>	Retard dans le transfert de technologie/manque de plants et semences de qualité, ralentissant les taux de participation et la production  Faiblesse des capacités techniques et de gestion des agences d'exécution dans les districts	Élevée à moyenne	Promotion de partenariats commerciaux intégrant la fourniture d'intrants et d'une assistance technique  Fourniture par le BRCP d'un appui technique et d'un renforcement des capacités, et assistance technique à court terme  Évaluation annuelle des capacités et plans annuels de développement des capacités pour combler les lacunes
	Manque de capacité/d'intérêt financier du secteur privé et des producteurs pour des investissements dans les équipements de transformation ou autres	Moyenne	Dons de contrepartie pour soutenir l'investissement dans une activité innovante et plus risquée
<b>Marché</b>	Marges bénéficiaires insuffisantes dues aux difficultés d'accès, et au manque de transport et d'information sur le marché  Manque, chez les petits exploitants, d'une capacité de négocier des accords équitables avec les investisseurs privés	Élevée à moyenne	Information sur le marché, conseil technologique amélioré, promotion des groupes de producteurs et de l'intégration au marché  Fourniture d'une assistance juridique et promotion de partenariats commerciaux équitables par les fonctionnaires du BRCP chargés du développement des entreprises
	Baisse des prix des produits de base sur le marché	Moyenne	Diversification de la production et amélioration de l'information sur le marché
<b>Politiques</b>	Insuffisance des flux de fonds provenant des banques à des taux d'intérêt abordables, et déblocage en temps inopportun du crédit par la Banque Nayoby  Augmentation des frais d'exploitation agricole due à la hausse des tarifs douaniers et des droits	Moyenne à faible	Dons de contrepartie et fonds de garantie du crédit  Renforcement des capacités, de l'échelon du district à l'échelon national, pour améliorer les procédures bancaires
<b>Autres</b>	Événements climatiques extrêmes (sécheresses et inondations)	Élevée	Promotion de variétés résilientes face au climat et de pratiques de gestion des cultures et du sol
	Éloignement des villages des hautes terres et difficulté d'accès pendant la saison des pluies	Élevée	Promotion de produits combinant, pour les paysans, des marges élevées pour les faibles volumes et un transport facile  Développement de la transformation primaire et du stockage pour permettre de retarder la commercialisation des produits jusqu'à ce que les routes redeviennent accessibles  Promotion d'échanges individuels entre paysans, en combinaison avec les groupes de paysans



Risques	Description du risque	Probabilité de concrétisation	Mesures d'atténuation prévues dans la conception du programme
	Rareté de la main-d'œuvre		Concentration sur les cultures susceptibles d'atteindre des prix élevés pour des volumes restreints  Faciliter l'accès au crédit pour payer la main-d'œuvre

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

35. Le programme respecte les politiques et stratégies pertinentes du FIDA en matière de ciblage et d'égalité entre les sexes, de terres, de changement climatique, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et de peuples autochtones. Pour ce qui concerne le **ciblage**, la pauvreté et le potentiel de production et de commercialisation feront partie des critères de sélection des 175 villages. Le programme adoptera une approche sans exclusive, couvrant la totalité de la population des villages, mais l'appui sera différencié afin d'optimiser l'équité et de parvenir à des partenariats commerciaux durables. Des mesures spécifiques en matière de ciblage et d'intégration des questions de **parité hommes-femmes** garantiront aux femmes la participation aux partenariats commerciaux et au développement des filières, ainsi qu'un accès équitable à l'appui agricole et aux services financiers, et la participation active au sein des organisations paysannes. L'approche du programme relative aux groupes ethniques non Lao-Tai est conforme à la politique du FIDA concernant les **peuples autochtones**. Les différences culturelles, ainsi que les différents niveaux de pauvreté, dicteront l'approche à adopter. Les langues locales seront utilisées dans toutes les réunions tenues au niveau des villages et lors des séances de planification et de vulgarisation; des outils de renforcement des capacités seront préparés dans les langues des principaux groupes ethniques.
36. Conformément à la politique du FIDA en matière d'**environnement et de ressources naturelles**, le programme encouragera les pratiques agricoles durables comme la conservation du sol et de l'eau et l'agroforesterie. La focalisation sur le développement de moyens de subsistance résilients est dans l'ensemble compatible avec la politique du FIDA en matière de **changement climatique**. Il conviendra toutefois de prévoir des mesures supplémentaires pour améliorer la gestion du risque climatique, comme le précise la note d'évaluation environnementale et sociale.

### B. Alignement et harmonisation

37. Le processus de la table ronde constitue, avec les mécanismes associés (réunions en table ronde et groupes de travail sectoriels), la plateforme principale pour la mise en œuvre de la Déclaration de Vientiane sur l'efficacité de l'aide (2006). Il réunit les pouvoirs publics et les partenaires du développement pour examiner les orientations stratégiques du développement, partager les savoirs et faire en sorte que l'aide publique au développement soit plus efficace et n'exclue personne. Dix groupes de travail sectoriels ont été créés pour améliorer la coordination et l'efficacité de l'aide dans différents secteurs. Le MAF, le FIDA et le Gouvernement français (représenté par son ambassadeur) assurent la coprésidence du groupe de travail sectoriel sur l'agriculture et le développement rural. Un groupe de réflexion sur les politiques a été récemment créé, à l'initiative du FIDA, dans le cadre du MAF pour associer le gouvernement, les partenaires du développement et les acteurs du secteur privé dans une concertation sur les questions de fond liées à l'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales pauvres.

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

38. Le programme encouragera les innovations qui auront été lancées à l'initiative des paysans, grâce à une meilleure compréhension de leurs systèmes agroécologiques et des conséquences des pratiques et des intrants agricoles sur les processus biologiques et les écosystèmes. Comme pour les cultures de rente, le FNML encouragera les partenaires du secteur des entreprises privées à inclure des services d'appui dans les arrangements contractuels avec les agriculteurs, et fournira une assistance technique supplémentaire dans la mesure qui sera nécessaire et définie sur une base ad hoc.
39. En outre, sur la base d'évaluations de l'impact de chacun des partenariats commerciaux financés par le programme, et de la demande des acheteurs/transformateurs et négociants, on pourrait envisager une reproduction à plus grande échelle/extension de partenariats commerciaux réussis après l'examen à mi-parcours. Les modèles de partenariats commerciaux mis au point par le programme pourraient aussi être reproduits à plus grande échelle par le gouvernement et par d'autres projets intervenant dans le domaine du développement rural.

### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

40. Pour le gouvernement, l'objectif de développement à long terme est de pouvoir sortir, d'ici à 2020, de la catégorie des pays les moins avancés. Le Plan national de développement socioéconomique et la Stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté sont les deux principaux documents d'orientation exposant la stratégie du pays pour l'éradication de la pauvreté. La Stratégie de développement agricole (2011-2020) du MAF, élaborée avec l'appui du FIDA, de la BAD et d'autres donateurs, vise à assurer le succès de la transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture familiale durable et axée sur le marché. L'amélioration de la sécurité alimentaire est l'un des objectifs clés à atteindre par le biais de la diversification agricole et du recours à des pratiques agronomiques améliorées et résilientes face au climat. La gestion durable des ressources naturelles fait également partie des priorités. Pour ce qui concerne la terre, le cadre général actuellement en vigueur met l'accent sur deux instruments principaux – développement d'une PPUT à assise communautaire et attribution de titres fonciers – pour garantir l'accès à la terre, dans un contexte de pression foncière croissante résultant du développement des concessions et des baux accordés à des sociétés étrangères. Une nouvelle politique et un nouveau cadre juridique concernant la sécurité de jouissance sont en cours d'élaboration. Le Programme national d'action pour l'adaptation au changement climatique définit le cadre national de réduction des vulnérabilités induites par le changement climatique.

## **VI. Instruments et pouvoirs juridiques**

41. Un accord de financement entre la République démocratique populaire lao et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
42. La République démocratique populaire lao est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
43. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **VII. Recommandation**

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République démocratique populaire lao un don d'un montant équivalant à six millions quatre cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (6,47 millions de DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement**

GRANT NO.

### **FINANCING AGREEMENT**

Southern Laos Food and Nutrition Security and Market Linkages Programme  
(FNML)

between the

**LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC**

and the

**INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT**

Signed in Vientiane, Lao People's Democratic Republic

on [insert date]

## **FINANCING AGREEMENT**

Grant Number:

Programme Title: Southern Laos Food and Nutrition Security and Market Linkages Programme (the "Programme or FNML")

Lao People's Democratic Republic (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Additional Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

4. The amount of the Grant is six million four hundred and seventy thousand (6 470 000) Special Drawing Rights (SDR).
5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the first of October.
6. There shall be a Designated Account opened in accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions by the Recipient in the Bank of Lao PDR, for receiving and holding the Grant proceeds in USD. The Designated Account shall be managed by the Ministry of Finance (MOF).
7. There shall be one Programme Account at the Programme Regional Coordination Office (PRCO) in LAK. Programme sub-accounts shall be opened at each Provincial Agriculture and Forestry Offices (PAFOs) and each District Agriculture and Forestry Offices (DAFOs) of the Programme Area in commercial banks acceptable to the Fund. The Programme sub-accounts shall be denominated in LAK. The Programme Account and Programme Sub-Accounts shall be managed respectively by the PRCO, PAFOs and DAFOs.

### **Section C**

8. The Lead Programme Agency (LPA) shall be the Ministry of Agriculture and Forestry (MAF), through its Department of Planning and Cooperation (DOPC). The PRCO will be in

charge of the day to day Programme implementation in accordance with Schedule 1, paragraph 10 to this Agreement.

9. The following are designated as additional Programme Parties at Provincial and District levels: Department of Finance, Department of Planning and Investment, Socio-Economic Development Coordination Committee, Industry and Commerce Departments, Offices for Natural Resource and Environment, Departments of Health, Departments of Public Works and Transport, Rural Development and Poverty Eradication Department, Lao Women Union and Lao People's Revolutionary Youth Union.

10. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### **Section D**

11. The Grant shall be administered and the Programme supervised by the Fund.

#### **Section E**

12. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) No withdrawals shall be made until the Programme Implementation Manual (PIM) shall have been agreed by the Fund in draft.
- (b) No withdrawals shall be made until the Programme Regional Coordination Office (PRCO) shall have been established and the RLIP Provincial Programme Director, a Finance Officer and a Procurement Officer shall have been appointed to the Programme.
- (c) The Designated Account referred to in paragraph 6, Section B above, shall have been duly opened by the Recipient and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund.

13. The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal:

No withdrawal shall be made under Category IV (Matching grants) until the Implementation Agreement foreseen in paragraph 7.3 of Schedule 1, has been signed with the United Nations Capital Development Fund (UNCDF) or another similar service provider selected in accordance with the terms of the present Agreement, for the implementation of the activities foreseen under Component 2 (Rural finance inclusion and support).

14. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Recipient to request withdrawals under this Agreement:

- (a) The Programme Implementation Manual, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.
- (b) The Implementation Agreement with UNCDF or similar service provider foreseen in paragraph 7.3, of Schedule 1, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such

waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

- (c) The Programme Coordinator has been removed from the Programme without the prior concurrence of the Fund.

15. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister of Finance of the Lao People's Democratic Republic  
Ministry of Finance  
P.O. Box 46  
23rd Singha Road  
Vientiane, Lao PDR

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [insert date], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

---

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

---

Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

### *Programme Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Programme Description**

1. *Target Population.* The Programme shall benefit mainly to the population of selected villages and more specifically to different categories of households (very poor, middle poor and better-off households). Women will constitute a specific target within the main target group to ensure that they have equal access to the activities foreseen by the Programme.
2. *Programme Area.* The Programme shall be implemented in two districts within the province of Attapeu (Phouvong and Xansay), one district within the province of Xekong (Dakcheung) and two districts within the province of Salavan (Ta'Oy and Samuay) (the "Programme Area"). Target villages in the Programme Area shall be selected following criteria defined in the PIM.
3. *Goal.* The goal of the Programme is to contribute to the reduction of extreme poverty and hunger in the Attapeu, Xekong and Salavan provinces.
4. *Objective.* The objective of the Programme is to ensure sustainable food and nutrition security and income of households in the Programme area.
5. *Components.* The Programme shall consist of the following Components: (1) Food and Nutrition Security and Pro-Poor Market Access, (2) Rural Finance Inclusion and Support and (3) Institutional Support.

#### **Component 1 – Food and Nutrition Security and Pro-Poor Market Access**

6. The objective of this Component is to intensify and diversify farming systems to enhance the productivity and quality of both food and target cash crops and improve farmers' access to markets. This Component shall be implemented following a phased approach whereby approximately 25 villages will be selected in the first Programme year, followed by approximately 75 in the second Programme year and the remaining villages in the third Programme year. Component 1 shall be achieved through the following activities:

##### **6.1 Preparatory activities:**

- a) *Market identification and assessment.* The objective of this activity is the selection of 2 niche products to be developed in each District of the Programme area in a first phase. To this end, profile of growing conditions will be developed to define the range of crop choices available to a village and market assessments will be conducted to identify specific market opportunities in the target districts, and to recommend measures aimed at facilitating the access of smallholders to such markets.
- b) *Value chain facilitation events and trial partnership agreements.* Value chain facilitation events and trial partnership agreements will be launched for each selected key and niche product, in order to identify buyers willing to expand their businesses or to develop a new activity related to the production and marketing of target commodities.
- c) *Village selection and capacity building at district level.* A district stakeholders' workshop will be organised in each of the five districts of the Programme Area to ensure overall coherence and coordination and to select a first batch of villages to be targeted in the first two Programme years. Thereafter, capacity building training will be provided to Programme and District staff.



*Implementation.* Market assessment, value chain analyses and facilitation events and partnership agreements activities will be implemented by PRCO with the assistance of a team of local and international qualified service providers.

#### 6.2. Village Programming

The Village programming activities include carrying out a participatory livelihoods analysis and the development of market-oriented productions to be reflected into a Participatory Land Use Plan (PLUP). Gender-balanced farmers' groups divided into learning and producers' groups will be established and will design an action plan to meet learning, productive and marketing agreed objectives.

*Implementation.* The Village programming activities will be carried out by district-based line agencies teams with the support of the PRCO and service providers.

#### 6.3. Business Partnership Development and Implementation

This intervention includes the following activities: (i) development of business partnerships between agribusiness and farmers' groups; (ii) signature of contracts; (iii) elaboration of business, investment and capacity building plans. Scaling or extension of successful business partnerships might be envisaged after the mid-term review. Legal assistance will be provided on legal issues and to advise on contracts between agribusiness and farmers.

*Implementation.* PRCO Business Development Officers, with the support of international service providers, will be responsible for developing technically and economically business partnerships, as well as for facilitating their implementation and ensuring the delivery of support.

#### 6.4. Food and Nutrition Security

Activities in relation to food and nutrition security include: (i) dissemination of improved and innovative techniques and training; (ii) promotion of climate resilience and development of technical options; (iii) establishment and training of District Teams to provide technical support; (iv) establishment of home gardening groups and provision of starter kits; (v) installation of composting facilities, and (vi) selection of village nutrition facilitators amongst beneficiaries and provision of nutrition training.

Activities in relation to clean water access include: (i) the provision of water supply and the development of village-based operation and management capacities; (ii) installation of innovative renewable energy; (iii) technical assistance and guidance towards building disaster-resilient water infrastructure; and (iv) training on monitoring of water quality, surveying and analysis.

*Implementation.* Activities related to food and nutrition will be implemented by District teams with the support of PRCO, service providers and in collaboration with implementing partners such as UNICEF and WFP. Activities in relation to access to clean water and composting facilities will be implemented by UN-HABITAT, in close collaboration with district departments for health (DOH) and for public works and transport (DPWT).

## Component 2 – Rural Finance Inclusion and Support

7. The objectives of this Component are: (i) assist farmers' groups and emerging business partnerships with training in accessing financing to improve their capacity to market and successfully sell their products, (ii) increase financial inclusion of farmers with partner banks and (iii) provide support to farmers' groups and business partnerships to build market linkages and increase cash flow to villages from sales of selected products.

### 7.1. Group lending for smallholder producer groups and enterprise credit to strengthened value chain and market linkages

The Programme will support activities such as technical assistance and on-site financial coaching to farmers' groups on group lending.

### 7.2. Building up partner banks' capacity

The objective of the training activities is to address the limited knowledge and skills in the banking sector, to appraise risk management of long-term investment lending, especially with respect to agriculture. Partner banks, selected on the basis of criteria defined in the PIM, will benefit from the training which will focus on the identification of risks involved in lending to agricultural production and processing, introduction of selected risk mitigation tools.

### 7.3. Investment matching grants facility

The matching grants facility will finance technological machinery and equipment for joint production, post-harvest and marketing infrastructure. Eligible criteria for producers, selection criteria for matching grants investments and operational details of the grant facility shall be defined in a Grant Operations Manual which shall be part of the PIM.

*Implementation Agreement– United Nations Capital Development Fund (UNCDF) or similar selected service provider.*

UNCDF or a similar service provider selected according to the applicable procurement procedures, will be responsible for the implementation of all financial activities foreseen under Component 2 including, training, technical assistance and the investments matching grants facility. To this end, PRCO shall enter into an agreement with UNCDF or similar selected service provider which shall include the following:

- (i) the responsibilities for technical assistance and capacity building;
- (ii) the operations and administration of the investments matching grants facility in accordance with the provisions of the Grant Operations Manual.
- (iii) The modalities for the transfer of funds for the investments matching grants facility;
- (iv) the preparation and submission for approval of Annual Work Plan and Budget to PRCO;
- (v) the accounting and financial statements submission.

*Approval.* The Lead Programme Agency shall cause the PRCO to forward the draft Implementation Agreement to the Fund for comments and non-objection. The Lead Programme Agency, through the PRCO, shall sign the Implementation Agreement, substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Programme Agency, through the PRCO shall promptly provide copies thereof to the Fund.

## Component 3 – Institutional Support

8. The objective of this component is to ensure that the business models and innovative approaches promoted by the Programme are efficiently and timely developed, bringing

mutual and fair benefits to smallholders and to participating agri-business and buyers. This Component shall be achieved through the following activities:

#### 8.1. Value Chain Linkages

Annual meetings of value chain stakeholders will be organized to facilitate the exchange of knowledge and information, channel information about value chain development at the national level and provide feedback on Programme achievements. These meetings will be facilitated by PRCO and should precede the preparation of the AWPB so that they could contribute to identifying activities to be supported by the Programme.

#### 8.2. Policy Research

The Programme will make resources available to carry out: (i) studies in support to value chain development to propose policy measures and recommendations to improve the policy, institutional or business environment in support to value chain development; and (ii) studies to support the work of the Policy Think Tank established under MAF and the Agriculture and Rural Development Sector Working Group (ARD SWG) -to engage government and private sector stakeholders in a dialogue on policy issues linked to the improvement of livelihoods of the rural poor.

#### 8.3. Implementation capacities and systems

The Programme will support the setting up of an information system accessible to all value chain stakeholders, the development of communication on successful business models and of innovative approaches.

Activities in support of innovative approaches such as, capacity building of farmers' groups and DAFOs will be funded by the Programme.

*Implementation.* The PRCO will be responsible for setting up the format, organisation, and agenda of the value chain multi-stakeholders' platforms, as well as for facilitating their meetings. Service providers such as an international business development specialist will be contracted in accordance with the procurement procedures to support the PRCO and to carry out planned studies.

## **II. Implementation Arrangements**

### 9. Lead Programme Agency

9.1. *Designation.* The Ministry of Agriculture and Forestry (MAF) through its Department of Planning and Cooperation (DOPC), in its capacity as the Lead Programme Agency, shall have the overall responsibility for the implementation of the Programme.

9.2. *Responsibilities.* The MAF shall ensure the overall coordination of the Programme and shall provide strategic orientations to the sector for the development of the policy, legal and regulatory framework, and for the promotion of investments.

## 10. Programme Regional Coordination Office

10.1 *Establishment.* The Programme shall establish a Programme Regional Coordination Office (PRCO) in Attapeu.

10.2 *Composition.* PRCO will be headed by a Programme Coordinator who will have the authority to sign contracts and other agreements. The PRCO will be composed of the following full-time staff: a Finance Officer, a Procurement Officer, a Monitoring & Evaluation Officer and a Knowledge Management Officer, an Agronomist, two Extension Officers per district, two Community Development Officers per Kumban, a Translator, an Executive Assistant, a Programme Management Advisor (PMA) and three Business Development Officers.

10.3. *Selection of PRCO staff.* PRCO staff shall comprise key existing Rural Livelihoods Improvement Programme (RLIP) staff and any other staff selected under procedures acceptable to the Fund. Programme staff shall have qualifications and experiences commensurate with their duties. The selected staff shall be assigned to work exclusively for the Programme and all professional staff shall agree in writing to abide by the code of conduct elaborated in the PIM.

10.4 *Responsibilities.* PRCO shall be responsible for ensuring Programme coordination, manage support that will encompass more than one district and backstop districts and provinces in the planning, implementation, monitoring and evaluation and knowledge management related to programme activities. More specifically, the PRCO shall be responsible for: (a) the consolidation of the AWPBs from the Districts and Provinces; (b) the progress and annual reports, financial statements and withdrawal applications for onward transmission to the Ministry of Finance (MOF) and to the Fund, (c) the set up and management of the M&E system and (c) the administration of contracts with service providers including the Implementation Agreement with UNCDF or similar service provider, for the implementation of the financial activities foreseen under Component 2.

## 11. Programme Regional Steering Committee

11.1. *Establishment.* A Programme Regional Steering Committee (RSC) shall be established by the Recipient.

11.2 *Composition.* RSC will include representatives from line ministries participating in the Programme implementation (MAF, MPI, MOIC, MOH, MPWT, and MOF), Vice-governors of three provinces of the Programme Area and LWU. Representatives of partner banks, Lao Coffee National Association, Private Business Association, the Association of Coffee Producers' Groups, farmers and other relevant organizations will be invited as observers. The RSC will be headed by the Vice-minister, MAF and the Vice-governor of Attapeu will be its vice-chairman.

11.3. *Responsibilities.* RSC shall be responsible for providing overall guidance and oversight, to ensure that the Programme is aligned on national sector priorities, to offer a venue for sharing good practices and for channelling policy issues to the appropriate policy making bodies. The RSC will also approve annual AWPBs and annual progress and financial reports. RSC shall meet at least twice a year on a rotational basis between Attapeu, Salavan and Xekong and on an *ad hoc* basis when necessary.

## 12. Provincial Level

12.1. *Province Agriculture and Forestry Office (PAFO).* At the Provincial level, each PAFO of the Programme Area will be responsible for reviewing and validating district AWPBs and technical and financial reports, prior to their submission to the RSC.

### 13. District Level

13.1. *District Agriculture and Forestry Office (DAFO)*. At district level, each district of the Programme Area shall be responsible for the planning and monitoring of Programme activities at district level. DAFOs shall be responsible for implementing agriculture policies and strategies and for delivering extension services to farmers and coordinating Technical Service Centres (TSCs). Each DAFO shall allocate a planning officer, a finance officer, and a treasurer. The staff allocated by the DAFO shall be assigned to work exclusively for the Programme. DAFOs shall work closely with other district offices such as health, investment and planning, environment.

### 14. Multi-Stakeholders' Platform

A Multi-Stakeholders' Platform shall be established by the PRCO for the main value chains. The platforms shall gather representatives of key value chain stakeholders and shall contribute to Programme implementation by providing feedback on Programme achievements, facilitating the coordination of Programme interventions and identifying actions for Programme financing as part of the APWB preparation.

### 15. Mid-term Review

A joint mid-term review shall be organized by the Recipient and the Fund after approximately 42 months of Programme implementation. The terms of reference of the mid-term review shall be agreed by both Parties.

### 16. Programme Implementation Manual

The Lead Programme Agency, through the PRCO, shall prepare the Programme Implementation Manual (PIM).

16.1 The PIM shall include among other things:

- a) Terms of reference and implementation responsibilities of Programme staff, service providers including UN-HABITAT and other implementing partners;
- b) A Code of conduct for PRCO professional staff;
- c) Criteria for the performance appraisal of the Programme professional staff;
- d) Targeting and selection criteria for participating villages;
- e) Selection and eligibility criteria for the implementation of activities in relation to training of partner banks ;
- f) A Grant Operations Manual for the implementation of the investments matching grants which shall define the eligibility criteria for applicants and the selection criteria of the investment proposals;
- g) Programme operational, financial procedures and procurement procedures, including an accounting software for bookkeeping and reporting, participatory planning, implementation and monitoring procedures; and
- h) M&E system and procedures including RIMS.

16.2. *Adoption and Consent.* The Lead Programme Agency shall cause the PRCO to forward the draft PIM to the Fund for comments and consent. The Lead Programme Agency shall adopt the PIM, substantially in the form agreed by the Fund, and the Lead Programme Agency shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed agreed.

**Schedule 2***Allocation Table*

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category		Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Expenditure
I-	Civil Works	610 000	100% net of taxes
II-	Vehicles and Equipment	130 000	100% net of taxes
III-	Agri Inputs	390 000	100% net of taxes
IV-	Matching grants	760 000	100% net of Beneficiaries, Private Sector
V-	Technical Assistance	1 150 000	100% net of taxes
VI-	Training & Capacity building	1 830 000	100% net of Beneficiaries and Private Sector
VII-	Operating Costs		
a)	Salary & Allowances	270 000	100% net of Government Contribution
b)	Other operating costs	690 000	100% net of taxes
Unallocated		640 000	
<b>TOTAL</b>		<b>6 470 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Agri inputs” means eligible expenditures incurred under Category III such as seeds, fertilizers and starter kits to support the adoption of new techniques and product diversification to meet nutrition requirements in relation to the implementation of activities under Component 1.

“Matching grants” means eligible expenditures incurred under Category IV for the implementation of the activities foreseen under the Investment matching grants facility under Component 2 and matching grants activities under Component 1.

“Technical Assistance” means eligible expenditures incurred under Category V including the cost of market identification studies and fees for special advisors for Programme management, agronomy, business development, M&E and other experts under Components 1, 2 and 3.

“Training and Capacity building” means eligible expenditures incurred under Category VI such as training, knowledge management studies, M&E, baseline and impact studies, management and technical advisors under Components 1, 2 and 3.

2. *Retroactive Financing.* Withdrawals not exceeding a total amount equivalent to SDR 40 000 (approximately USD 30 000 equivalent under Category V and approximately USD 30 000 equivalent under Category VI) may be made from the Grant Account in respect of expenditures incurred as from 1 May 2013 to the entry into force of this Agreement for training, capacity building, technical assistance, studies, recruitment of consultants, and preparation of documents such as those for initial procurement actions. Such expenditures may be considered Eligible Expenditures for all purposes of this Agreement.



**Schedule 3***Additional Covenants*

1. The Recipient shall finance all taxes and duties as well as Programme staff salaries for an approximate amount equivalent to USD 550 000 and shall provide office space to the PRCO in the current Rural Livelihoods Improvement Programme (RLIP) premises.
2. The Recipient shall ensure that the private sector, partner banks and beneficiaries provide their contributions to the Programme as foreseen and calculated in the Programme design documents.

# Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators (disaggregated by gender, age and ethnic group where appropriate)	Means of Verification	Assumptions
<b>Goal</b>			
Contribute to reduce extreme poverty and hunger	<ul style="list-style-type: none"> <li>90% of 10,500 HH out of poverty</li> <li>At least 50% of households with improved food security</li> <li>20% reduction in child malnutrition</li> <li>Household assets index increased by at least 50%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MDG reports</li> <li>LECS Surveys</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continued government commitment to poverty reduction</li> </ul>
<b>Development Objective Outcomes</b>			
Ensure sustainable food security, nutrition and income of households in the target area	<ul style="list-style-type: none"> <li>60% of target households report 50% increase in the agricultural output of diversified food crops and key cash crop products (COSOP and RIMS)</li> <li>At least 30% increase in home garden nutritional food consumption</li> <li>50% increase of number of HHs accessing financial services</li> <li>50% of target HHs have entered into a successful PPP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>LECS Surveys</li> <li>WFP Surveys</li> <li>RIMS surveys</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Economic and social stability in target provinces</li> <li>Decentralisation of development activities continues to be a government policy</li> <li>Limited internal or external shocks to the economy</li> </ul>
<b>Outputs</b>			
<p><i>Component 1 – Food and Nutrition Security and Pro-Poor Market Access</i></p> <p>Target group farmers enhance the diversity, productivity and quality of selected food and cash crops AND They have fair and remunerative access to markets for selected commodities</p>	<p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>At least 85% of HH adopt support services, of which 50% women (RIMS)</li> <li>At least 50% of HH adopt improved techniques, of which 50% women (COSOP and RIMS)</li> <li>2000 days of farmer to farmer extension (50% women; 50% men),</li> <li>At least 85% of HH demonstrate improved knowledge in nutritional home gardening (80% women; 20% men)</li> <li>60 drinking water supply schemes (COSOP and RIMS)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS surveys</li> <li>FNML M&amp;E data</li> <li>District statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Villages have secure access to land</li> <li>Crop failure resulting from extreme weather conditions or rodent infestation is limited</li> <li>Private investors are interested in investing in business partnerships with smallholders along conditions promoted by the programme</li> <li>Women's burden of work is reduced, labour sharing practices between male and females become more prevalent</li> </ul>
<p><i>Component 2 – Inclusive Rural Finance Support</i></p> <p>Target group farmers access financial services and receive trainings to improve their capacity to market and sell their products</p>	<p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>New group lending prudential rules available for farmer groups and Partner Banks</li> <li>At least one potential partner bank has joined the Programme</li> <li>Each of the 175 target villages has received general information and basic training in accessing a group loan and matching grant</li> <li>At least 50 villages received matching grants for joint investments in marketing facilities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>FNML documentation</li> <li>Studies</li> <li>Annual capacity assessments</li> <li>Nayoby Bank statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Districts and partner agencies have staff performance accountability measures in place and they use performance data to make effective technical, operational and programmatic decisions</li> </ul>
<p><i>Component 3 – Institutional Support</i></p> <p>Capacity of value chains players is built Policy measures are designed and communicated to relevant national stakeholders to support value chain development</p>	<p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>At least ten Programme Business Partners provide services and trade in target villages</li> <li>At least one meeting/year organized between all stakeholders in each of the three value chains</li> <li>3 studies on value chain development implemented and results channelled to SWG ARD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>FNML documentation</li> <li>Studies</li> <li>Annual capacity assessments</li> <li>Minutes of ARD SWG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Districts and partner agencies have staff performance accountability measures in place and they use performance data/information to make effective technical, operational and programmatic decisions</li> </ul>